

## *Peut-on parler d'un « Croissant chiite » au Moyen-Orient ?*

Cette terminologie de « *Croissant chiite* » a été forgée par le roi Abdallah II de Jordanie dans un entretien qu'il avait alors accordé au *Washington Post*<sup>i</sup>. Il mettait en garde contre un risque géopolitique qui impliquerait le Moyen-Orient. Sa crainte aurait coïncidé avec l'arrivée des Chiites au pouvoir à Bagdad<sup>ii</sup>, ce qui pouvait servir les intérêts de l'Iran.

Peu après l'assassinat de Rafik Hariri<sup>iii</sup>, lors d'une visite éclair que le roi de Jordanie fit à Washington fin Mars 2005, ce dernier revint sur cette menace chiite<sup>iv</sup> en pointant du doigt la complicité syro-iranienne dans cet assassinat sans oublier le rôle joué par le Hezbollah, preuve à son sens de la montée en puissance de ce « Croissant chiite ».

Il n'est pas le seul dirigeant à avoir mis l'accent sur cette menace ; ainsi l'ancien Président égyptien, Hosni Mubarak, alors au pouvoir, n'hésite-t-il pas à souligner ce qu'il définit comme une influence grandissante de l'Iran dans la région. Au cours d'une interview donnée à la chaîne Al-Arabiya<sup>v</sup> il insistera à nouveau sur ce danger !

Selon leurs dires, l'Iran, seul pays où le chiisme est religion d'Etat, profiterait de son statut pour tisser des réseaux d'influence transnationaux dans le but d'affaiblir la cohésion interne des Etats où il y aurait des communautés chiites.

Mais qu'en est-il réellement ? Peut-on vraiment parler de l'existence d'un Croissant chiite ? Où la réalité est-elle plus complexe qu'il y paraît ?

Avant de répondre à cette question, il convient de revenir sur les fondements historiques de ce courant qui a émergé au moment où Ali, quatrième et dernier Calife, meurt en martyr.

### **RETOUR SUR LES FONDEMENTS HISTORIQUES**

Le Chiisme vient de *Shi'a* (en arabe) qui très rapidement désignera les partisans d'Ali, gendre et cousin du Prophète<sup>vi</sup>, et ceux qui croient en son Imamat<sup>vii</sup>. Pour cette branche de l'Islam, les vrais et uniques héritiers du Prophète sont Fatima, Ali et leurs enfants Hassan et Hussein<sup>viii</sup>.

En 632, le Prophète Muhammad meurt sans avoir alors désigné de successeur. Un conseil des chefs de Familles se tient avec quelques compagnons du Prophète qui portent leur choix sur Abu Bakr<sup>ix</sup>. Un autre groupe, au nombre duquel on compte Fatima, soutient que Muhammad avait désigné Ali comme son successeur.

A la mort d'Abu Bakr suivront alors les Califes Omar<sup>x</sup> et Uthman<sup>xi</sup>. Ali sera à son tour Calife mais la cohabitation avec les tenants de la Sunna<sup>xii</sup> sera particulièrement difficile. Ce dernier est en effet immédiatement contesté par une partie de la communauté ainsi que par Muawiyya, gouverneur de Syrie. Ce Califat prendra fin en 661 avec l'assassinat d'Ali<sup>xiii</sup>.

Ces querelles de succession engendrent une scission au sein de l'Islam, laquelle scission se révélera être une rupture définitive<sup>xiv</sup> !

Pour les Chiites, le Premier Imam sera Ali<sup>xv</sup>, mais cette lignée des imams ne commence véritablement qu'avec Hassan et Hussein ; Hassan sera désigné Imam temporaire<sup>xvi</sup>, Hussein quant à lui sera Imam permanent<sup>xvii</sup>. Hussein sera tué au cours de la bataille de Karbala<sup>xviii</sup> en 680.

Hussein sera élevé au rang de Martyr. Le martyr devient très vite un symbole de lutte contre toute forme d'injustice.

Ce n'est qu'à la fin du 9<sup>ème</sup> siècle que le chiisme va véritablement se structurer en tant que courant confessionnel indépendant. Le Chiisme, plus particulièrement l'islam imamite<sup>xix</sup>, établit la lignée des douze Imams, en partant d'Ali jusqu'à l'occultation du 12<sup>ème</sup> Imam qui reviendra à la fin des temps.

Il est également important de souligner que l'Islam chiite est un courant qui rassemble un grand nombre de mouvements, bien que tous, sans exception, reconnaissent l'Unicité divine ainsi que les textes sacrés du Coran tout autant que Muhammad comme Prophète et Messager de Dieu et pour finir les cinq piliers de l'Islam.

Les divergences font jour quant à la Succession de certains imams permanents et à la reconnaissance des guides spirituels. C'est ainsi qu'il est possible de distinguer plusieurs divisions au nombre desquelles figurent en plus du chiisme duodécimain qui est le chiisme historique et majoritaire, le Zaydisme qui ne reconnaît que cinq Imams, les ismailis ou Septicémains regroupant les Nizarites et les Bohra.

A cela, on peut ajouter les Alevi proches des Alaouites, une autre branche du chiisme. N'oublions pas la communauté druze, bien que celle-ci ne soit pas unanimement reconnue comme faisant partie intégrante du Chiisme. Mais là, nous risquons de nous éloigner du sujet en approfondissant ces aspects plus dogmatiques.

## **UN ETAT DES LIEUX DU CHIISME AU MOYEN-ORIENT**

### ***Un Chiisme inégalement réparti***

Le Chiisme représente aujourd'hui 15% de la totalité des communautés musulmanes dans le monde.

L'Iran, premier pays chiite au monde, regroupe une population de plus de 70 millions d'habitants à 90% Chiite. Le Chiisme duodécimain y est religion d'Etat depuis 1501<sup>xx</sup>. En Irak, les chiites duodécimains représentent 65% de la population s'élevant à plus de 31 millions d'habitants. Parmi ces chiites irakiens, nombreux sont des sunnites qui se sont convertis à la fin du 19<sup>ème</sup> siècle et au début du 20<sup>ème</sup> siècle<sup>xxi</sup>.

Au Liban, ce courant ne représente pas moins de 40% de la population, auxquels s'ajoutent 5% de Druzes. La Syrie, pour sa part, compte 10% de Chiites Alaouites et environ 5% de Druzes.

Pour ce qui est de Bahreïn, petit royaume, le pays est composé à 70% de Chiites et 30% de Sunnites. Au Yémen, plus de 45% de Zaydites composent le pays. En ce qui concerne les autres pays du Golfe, le Qatar compte 20% de Chiites, pour les Emirats Arabes Unis ce chiffre atteint 16%, 15% en Arabie Saoudite et entre 15 et 20% au Koweït.<sup>xxii</sup>

L'Islam chiite est également présent en Turquie à hauteur de 15% de la population, dont le quart est Alevi.

En Azerbaïdjan, le pays est majoritairement chiite avec 75 à 80% de la population ; l'Afghanistan et le Pakistan comptent, chacun, près de 15 à 20% de Chiites.

Force est de constater, que mis à part quelques pays où les Chiites sont majoritaires et pas nécessairement au pouvoir (comme on peut le constater avec Bahreïn), dans la plupart des Etats ils sont souvent en situation de minorité, ce qui ne veut pas dire pour autant qu'ils soient systématiquement écartés des hautes fonctions : c'est le cas par exemple de la Syrie où une « dynastie baasiste » alaouite est au pouvoir depuis plus de quarante ans.

### ***Si cet arc existait, à quoi correspondrait-il ?***

Cet arc intégrerait en particulier le Liban, la Syrie, l'Irak et l'Iran, mais la réalité géographique laisse entrevoir qu'il n'y a pas de vraie continuité géographique, comme certains se plaisent à le souligner. La présence chiite est loin de montrer une « pseudo uniformité géographique » ou du moins un quelconque bloc monolithique.

#### Quels seraient les fondements de la menace chiite ?

La présence de communautés chiites dans les zones pétrolifères dans le Nord-est de l'Arabie Saoudite et le Sud-est de l'Irak<sup>xxiii</sup> est perçue comme un facteur déstabilisant si les revendications identitaires sont exploitées.

A cela, il faudrait ajouter la « menace iranienne » ressentie comme telle à la suite de plusieurs événements qui, au fil du temps, ont nourri un certain nombre de ces « craintes ». Le premier de ces événements correspond à la Révolution iranienne de 1979 instaurant une république chiite, puis vient la Guerre du Liban qui a vu émerger en 1982, lors de l'occupation israélienne, la milice armée du Hezbollah créée et soutenue par l'Iran et à terme par la Syrie. N'oublions pas la chute de Saddam Hussein en 2003 qui a permis aux Chiites d'accéder pour la première fois au pouvoir en Irak et pour finir la Guerre des 33 Jours au cours de l'été 2006<sup>xxiv</sup> où le Hezbollah a mis en déroute Tsahal, considérée jusqu'alors comme l'armée la plus puissante du Moyen-Orient.

Tous ces faits, mis bout à bout, ont focalisé l'attention de certains gouvernements arabes sunnites qui ont mis en garde contre cette montée en puissance. N'oublions pas de préciser que l'Arabie Saoudite, le Qatar et les EAU n'hésitent pas à brandir le danger que représenterait cette « cinquième colonne<sup>xxv</sup> » chiite qui serait à même de contester leur autorité dans la région !

## **PARLER D'ARC CHIITE EST PUREMENT ERRONE !**

### ***Des réseaux transnationaux ?***

Il est clair qu'après avoir instauré une république islamique chiite en Iran en 1979, le Guide suprême, l'Ayatollah Khomeiny souhaitait passer à l'étape suivante qui consistait à diffuser cette révolution dans le monde arabe. Pour ce faire ce dernier tenta de mettre à profit les réseaux islamistes chiites créés en Irak dans les années 1950 et 1960. Mais finalement, il en fut autrement et le Guide opta plutôt pour la création d'un réseau<sup>xxvi</sup> qui réponde plus à ses attentes et qui lui soit totalement subordonné.

Ce réseau va plutôt susciter des oppositions et entraîner une division au sein de la branche duodécimaine entre d'une part les pro-iraniens et de l'autre les antis. C'est le cas de la mouvance *Shiraziyya* qui a des bases en Irak et dans les monarchies du Golfe et qui ne reconnaît en rien le rôle de l'autorité incarnée par l'Ayatollah Khomeiny jusqu'en 1989 ni celle de son successeur l'Ayatollah Khamenei<sup>xxvii</sup>.

### ***Une réalité bien plus complexe***

Comme nous l'avons vu précédemment, l'Islam chiite recouvre une réalité bien plus disparate que cette apparente unité. La multiplicité des branches est là pour en témoigner.

L'Islam chiite n'est pas un ensemble homogène, loin de là.

Un autre fait est à prendre en considération, le sentiment d'appartenance à une communauté n'est pas uniquement dicté par des critères religieux. La guerre Iran-Irak qui se

déroula de 1980 à 1988, en est le parfait exemple ; les Chiites irakiens ont fait la guerre aux chiites iraniens et ce durant huit années. Le fait d'appartenir au même courant religieux n'a en rien été un frein à cette guerre.

Il y a une autre réalité qui ne peut être écartée : celle de divisions pouvant exister au sein d'une même communauté religieuse. Le Liban en est un parfait exemple ; tous les chiites libanais ne se sentent pas nécessairement représentés par le Hezbollah, même si celui-ci se définit non seulement comme le « défenseur » du Liban, mais également comme la principale entité représentant les intérêts de la communauté chiite. Il n'est pas inutile de rappeler que le parti Amal, lui aussi chiite, et le Hezbollah ont été très longtemps des rivaux<sup>xxviii</sup>. Il serait également aberrant de nier un dernier facteur dans ce paysage complexe qu'offre le Liban, c'est qu'un certain nombre de Chiites s'opposent très clairement à ces deux entités politico-militaires qui se sont imposées à eux. Par ailleurs l'Occident a un peu trop tendance à nourrir cet amalgame entre chiites et Hezbollah, amalgame non dénué d'intérêt pour le Hezbollah lui-même.

Là encore les choses sont loin d'être aussi claires qu'il y paraît.

***Il faut parler d'objectifs et de problématiques plus nationaux que « transnationaux ».***

Le cas de l'Iran est assez spécifique dans le sens où c'est un Etat central au Moyen-Orient. Il fait partie des « Rogue State<sup>xxix</sup> » et se trouve sous embargo. Le pays se sent, à bien des égards, encerclé ; depuis Novembre 2001, les Etats-Unis ont installé des bases au Tadjikistan, en Ouzbékistan ainsi qu'au Kirghizistan<sup>xxx</sup> afin de traquer les réseaux d'Al-Qaïda. Les Talibans en Afghanistan sont perçus comme une menace par l'Etat iranien. Son voisin pakistanais n'est pas des plus fiables, quant à l'Irak, le régime en place n'est pas vraiment perçu comme un allié. N'oublions pas non plus de mentionner que l'Iran n'est pas un Etat arabe et que les rivalités entre Arabes et Perses sont historiques.

Quant au dossier nucléaire iranien, il ne manque pas de susciter les plus vives inquiétudes auprès des puissances occidentales<sup>xxxi</sup>, mais également d'Israël tout autant que des monarchies du Golfe qui ne voient pas d'un très bon œil la concrétisation des objectifs du régime iranien. Il n'est pas risqué d'avancer l'idée que si jamais l'Iran parvenait à ses fins, cela pousserait ces mêmes monarchies à revendiquer, au nom de leur sécurité, un accès à cette énergie. L'Iran a encore affirmé, pas plus tard que le 22 février 2012<sup>xxxii</sup>, qu'il ne cherchait pas à se doter de l'arme atomique, mais qu'il revendiquait le droit d'accéder au nucléaire civil au même titre que n'importe quelle autre puissance. Seulement l'échec des discussions avec l'AIEA ne dissipe en rien les inquiétudes.

La politique étrangère iranienne est des plus pragmatiques et de ce fait on assiste à une sorte de valse à trois temps qui alterne une succession de pas « Gauche-droite-gauche » et ainsi de suite... ce qui ne manque pas de déconcerter les autres acteurs de la scène internationale !

Au sujet de l'Irak, même si nous pouvons parler d'un renouveau chiite après la chute de Saddam Hussein, et même si des liens ont pu être renforcés entre certaines mouvances chiites irakiennes et iraniennes, en déduire que l'Irak est un atout de poids pour l'influence iranienne, semble assez simpliste. Le clergé chiite irakien entend bien conserver son indépendance vis-à-vis de son voisin. Nadjaf et Karbala, les deux villes saintes et de pèlerinage chiites pourraient dans un avenir plus ou moins proche, et sous réserve que la sécurité soit assurée, reprendre une place centrale dans le chiisme et ce au détriment de Qom<sup>xxxiii</sup> et Mashhad<sup>xxxiv</sup> situées en Iran.

A côté de cela le clergé chiite compte un certain nombre de personnalités marquantes, parmi lesquelles se trouvent Muqtada Sadr, chef de « l'armée du Mahdi » très clairement en faveur d'une intervention des religieux dans le champ politique, le Grand Ayatollah Sistani bien

qu'Iranien d'origine voit toute intervention du clergé iranien dans les affaires irakiennes comme de l'ingérence. Depuis quelques années Ali al-Sistani suit la tradition quiétiste<sup>xxxv</sup> en se tenant à l'écart des débats politiques...

Mais l'urgence en Irak reste le problème sécuritaire.

Au Liban, concernant le cas particulier du Hezbollah, ce dernier est soutenu par l'Iran depuis son origine, ne serait-ce que par son opposition à Israël. Sa création en Juin 1982, est une réaction directe à l'invasion israélienne du Liban le 6 Juin de la même année. Ce mouvement est doté d'une branche armée<sup>xxxvi</sup> financée et équipée par l'Iran et le régime syrien.

Même si ce mouvement découle de l'idéologie diffusée par l'Ayatollah Khomeiny, le *Velayat-e fagih*<sup>xxxvii</sup>, le Hezbollah libanais se présente comme un mouvement avant tout nationaliste servant les intérêts du Liban. Ce point pourrait être nuancé, notamment au sujet de la *Guerre des 33 jours* (durant l'été 2006), où certains opposants<sup>xxxviii</sup> n'hésitent pas à souligner que l'enlèvement des deux soldats israéliens aurait permis de détourner l'attention qui pesait sur l'Iran et la Syrie. Cet enlèvement aurait eu lieu peu avant de la tenue d'un « G8 » qui devait prendre des sanctions concernant le nucléaire iranien et à la veille de la remise du rapport Brammertz<sup>xxxix</sup> qui s'avérait gênant pour son allié syrien.

En dépit de cela, le Hezbollah clame haute et fort que ses objectifs nationaux priment sur les objectifs internationaux. Ce qui complique la compréhension du paysage politique du Liban, c'est que le 6 Février 2006, le Hezbollah a signé un protocole d'accord<sup>xl</sup> avec le Courant patriotique libre, parti chrétien du général Aoun, lequel accord s'articule autour de dix thèmes dont la stratégie de défense nationale, le refus de tout retour de la tutelle étrangère...

Tout ceci tend à prouver une fois encore la complexité du terrain libanais.

Rappelons au passage qu'il faut également prendre en compte les Chiites qui, même s'ils sont minoritaires, se trouvent dans l'opposition du « 14 Mars » et contestent le gouvernement actuel<sup>xli</sup> qui a permis à « l'Alliance du 8 Mars<sup>xlii</sup> » d'occuper l'espace.

Le dernier point important à relever est que le Liban reste, malheureusement, le terrain de jeu favori des puissances régionales, mais pas seulement...

Pour ce qui est de la Syrie, il convient là aussi de préciser le contexte. Depuis le 13 Novembre 1970, à la suite d'un coup d'Etat mené par le colonel Hafez al-Assad, le pouvoir se trouve entre les mains du clan Assad qui maintient un régime baasiste autoritaire. En 2000, lorsque Hafez décède, son fils Bachar lui succède. Cette succession a été, au début, porteuse d'espoirs, mais cela n'a pas été réellement suivi de changements en profondeur.

Le pouvoir a été capté par une minorité chiite alaouite, mais ce n'est pas cela qui explique le soulèvement de la population ; il s'agit d'un soulèvement contre une dictature non contre un courant religieux. C'est une contestation sociale et politique avant tout !

Le régime tient car il bénéficie d'un soutien de l'armée qui doit beaucoup au clan Assad dans son ascension et la captation d'une part des richesses du pays. A côté de cela une partie des Sunnites s'est enrichie grâce à Bachar al-Assad et se trouve ainsi liée au pouvoir. Les Chrétiens, même si un certain nombre se trouve dans l'opposition, ont peur d'une réplique du modèle irakien.

Certes, la Syrie bénéficie du soutien du Hezbollah et de l'Iran, mais son allié actuel le plus solide se trouve être la Russie qui aurait beaucoup à perdre dans la chute de Bachar al-Assad. A savoir l'éventualité de ne plus pouvoir utiliser la base navale de Tartous qui lui donne un accès à la Méditerranée, de perdre l'un de ses plus gros clients en terme d'armements, en effet la Russie et la Syrie ont signé des contrats ces dernières années qui s'élèvent à 4 milliards de dollars ; à cela il faut ajouter les 20 milliards de dollars investis dans l'économie syrienne<sup>xliii</sup>, notamment dans la construction d'une raffinerie de gaz. Le kremlin ne peut se permettre de

lâcher immédiatement son allié syrien car il perdrait toute fiabilité auprès de ses partenaires dans le monde.

Mais un autre aspect ne doit pas être négligé dans cet imbroglio syrien, c'est le spectre d'une guerre fratricide et confessionnelle qui est de plus en plus brandi par les opposants syriens tout autant que par les voisins de la Syrie.

Quant au Yémen et à Bahreïn, les deux pays se trouvent également pris dans la tourmente des révolutions qui ont démarré en Tunisie le 17 Décembre 2010. Mais les origines de ces révolutions sont bien antérieures à cette date.

Le royaume de Bahreïn est à la fois l'État le plus petit et le moins riche en pétrole des six monarchies pétrolières du Golfe, c'est également la seule monarchie du Golfe dont la population est en majorité chiite, bien que dirigée par la dynastie sunnite des Al Khalifah depuis 1783<sup>xliv</sup>.

A Bahreïn la contestation n'a rien de nouveau, même si elle est moins virulente depuis le soulèvement avorté de 1994-1999<sup>xlv</sup>. Déjà à cette époque, les revendications portaient sur les enjeux constitutionnels, à savoir le rétablissement de la constitution de 1973 suspendue en 1975. Quant aux autres revendications, celles-ci concernaient, tout comme aujourd'hui, les discriminations frappant la communauté chiite, la corruption ainsi que les libertés civiles et la pluralité politique. Selon l'opposition chiite, la discrimination serait massive et généralisée, en particulier pour accéder aux emplois publics

Le 14 Février 2011, c'est « le Jour de colère » déclenché place des Perles qui est vivement réprimé par les forces de l'ordre. Le 19 Février, 600 000 Bahreïnais se retrouvent sur la place pour demander la dissolution du gouvernement.

Au départ, seul le premier ministre, Cheikh Khalifah bin Salman Al Khalifah<sup>xlvi</sup>, faisait l'objet d'attaques directes. Il incarnait la répression de ce soulèvement des années 1990. Rapidement, cependant, les slogans ont évolué pour s'attaquer directement à la famille Al Khalifah et au régime dans son ensemble, à mesure que la répression gagnait en intensité.

En Mars, profitant de renforts militaires saoudiens, l'armée a donné l'assaut contre la place de la Perle, l'épicentre de la contestation. Dans la foulée, six dirigeants de l'opposition ont été arrêtés, ainsi que quatre-vingt activistes.

Sur le fond, aujourd'hui, rien n'est réglé. Mais le régime, qui a instauré un couvre-feu sur certains secteurs de Manama, veut donner l'impression que le calme est revenu, même si la tension reste palpable dans certains villages alentours de la capitale.

Après les succès tunisien et égyptien, le printemps arabe a subi un net coup d'arrêt à Bahreïn, notamment avec cette intervention armée de l'Arabie Saoudite<sup>xlvii</sup> pour « protéger » le régime en place dans le pays.

Le roi de Bahreïn a récemment déploré « l'absence d'une opposition unifiée » qui servirait d'interlocuteur au gouvernement, il va même dire qu'il n'y a pas de réelle opposition dans le pays<sup>xlviii</sup>.

Il est indéniable que le facteur chiite joue un rôle dans ces mobilisations, néanmoins il est plus prudent de nuancer son importance. L'un des slogans majeurs exprimés Place de la Perle « *ni chiite, ni sunnite, seulement Bahreïni* » est là pour le rappeler. Réduire ce conflit à uniquement des clivages confessionnels serait une erreur.

Le Yémen, pays unifié en 1990, sous l'égide du Président Saleh (déjà président de la République arabe du Yémen, soit le Yémen Nord, depuis 1978) est, depuis des années, frappé par la pauvreté et un chômage endémique : 35% de la population serait sans emploi. Ce qui est d'autant plus mal vécu que le pays regorge de ressources énergétiques. Cette unification s'est accompagnée d'un raidissement du pouvoir auquel s'ajoutent des troubles internes : le mouvement séparatiste au Sud, une influence grandissante d'al-Qaïda favorisée par cette instabilité et pour finir l'insurrection de Sa'dah au Nord.

Cette insurrection oppose les rebelles Houthis qui appartiennent à la branche zaydite du chiisme et s'estiment marginalisés sur les plans politique, social et économique par le régime en place. La rébellion a débuté en 2004 et aurait fait au moins de 10 000 morts<sup>xlix</sup>.

La révolution est alors déclenchée dans un contexte particulièrement instable. Débutée fin janvier 2011, la contestation ne cesse de s'amplifier en prenant la forme de sit-in et de manifestations massives, où la jeunesse révolutionnaire (*shabab al-thawra*) est alors rejointe par les femmes, les Chiites, les Sunnites, les Houthis, les socialistes et toute autre forme d'opposition. Là aussi ce n'est pas seulement une révolte nourrie par la communauté chiite.

Après maints rebondissements, des mois de répression violente, le président Saleh a négocié son départ et a ainsi pu obtenir une immunité totale et quitter le pays pour se rendre aux Etats-Unis le 31 Janvier 2012 où il est actuellement soigné<sup>1</sup>.

Les Yéménites ont été appelés aux urnes le Mardi 21 février dernier pour l'élection présidentielle, soit plus d'un an après le début du soulèvement populaire. Le vice-président Abd Rabbo Mansour Hadj, est le seul candidat en lice, désigné par Saleh lui-même.

Considéré comme un homme de consensus, Mansour Jadj a été élu, sans surprise, pour un mandat de transition de deux ans.

Affirmer que ces révolutions yéménite et bahreïni sont téléguidées par l'Iran c'est tout simplement refuser de prendre en considérations les populations et leur désir profond de changements.

## CONCLUSION

Ainsi, nous avons pu constater que l'Islam chiite est parcouru de clivages, ce qui permet d'avancer que la division Sunnites-Chiites est dans bien des cas totalement dépassée.

La Guerre de l'été 2006 qui opposa Tsahal au Hezbollah a laissé apparaître qu'un certain nombre de Sunnites, mais aussi des Chrétiens, soutiennent Nasrallah face à un « ennemi commun : l'ennemi sioniste ».

Cette perception du danger chiite est à rapprocher de l'héritage de la Révolution iranienne de 1979 qui a donné une image particulièrement vindicative et négative de ce courant, à tel point que la tendance qui ressort, aujourd'hui plus que jamais, est de confondre le Chiisme dans sa globalité avec l'extrémisme religieux. Or le chiisme n'a pas le monopole de la violence ; l'actualité nous le rappelle sans cesse.

A l'heure actuelle, avec la situation politique en Irak qui semble s'enliser dans un immobilisme total doublé d'une recrudescence de la violence, et le souhait de l'Iran de se doter du nucléaire, on craint à nouveau le « danger chiite » tel qu'il était perçu dans les années 1980.

Il faut se rendre à l'évidence qu'il n'y a pas d'arc chiite, mais des tensions permanentes dans une zone des plus instables.

L'arc chiite en tant que réseau transnational qui agirait sous le contrôle plus ou moins direct de l'Iran n'est en rien une réalité. Il serait également plus approprié de parler de mouvements d'émancipation politique et de reconnaissance sociale de communautés qui ont largement souffert d'être assimilées à des catégories sociales de seconde zone. Ce qui n'exclut pas que certaines forces, comme le Hezbollah, tirent leur épingle du jeu d'une situation complexe, mais plus sur un plan local, même s'il est dans l'intérêt de ce dernier que le régime syrien se maintienne.

Les enjeux locaux dominant et à ce jour aucun acteur chiite n'est en mesure de prendre le contrôle des différentes branches politiques de mouvance chiite.

- <sup>i</sup> *Washington Post*, on December 8th, 2004
- <sup>ii</sup> Précisons que depuis le 20 Mai 2006, Nouri Kamil Mohammed Hasan al-Maliki est le Premier ministre irakien. Il est membre du parti chiite Dawa.
- <sup>iii</sup> Cet assassinat a été commis contre Rafik Hariri, ancien 1<sup>er</sup> Ministre libanais, le 14 Février 2005.
- <sup>iv</sup> Au cours d'un discours qu'il prononça le 22 Mars 2005.
- <sup>v</sup> Interview donnée le 8 Avril 2006
- <sup>vi</sup> Ali épousa Fatima, la fille « préférée » du Prophète. Il fut le 4<sup>ème</sup> Calife entre 656 et 661
- <sup>vii</sup> En arabe Imâmat, système de direction spirituelle et politique assuré par les Imams chiites qui forment un Clergé.
- <sup>viii</sup> Gérard Chauvin, *B.A Ba Chiisme*, Parèdes, 2005, pp8-10
- <sup>ix</sup> Beau-père de Muhammad, père d'Aïcha. Il sera Calife de 632 à 634.
- <sup>x</sup> Calife de 634 à 644
- <sup>xi</sup> Calife de 644 à 656
- <sup>xii</sup> De la Sunna découlera le sunnisme qui représente 85% des Musulmans dans le monde. La Sunna représente la ligne de conduite de Muhammad, le comportement que celui-ci a eu durant toute la vie.
- <sup>xiii</sup> Gérard Chauvin, *B.A Ba Chiisme*, Parèdes, 2005, pp11, 12
- <sup>xiv</sup> A partir de cette période deux conceptions de l'Islam vont s'opposer : d'un côté les Sunnites qui considèrent que le calife doit être choisi pour ses qualités morales, religieuses et ses compétences politiques, de l'autre les chiïtes qui estiment que la communauté doit être dirigée par un descendant du Prophète.
- <sup>xv</sup> Dont le tombeau est à Nadjaf en Irak.
- <sup>xvi</sup> Imâm-i Mustawada
- <sup>xvii</sup> Imâm-i Mustaqarr
- <sup>xviii</sup> Ville irakienne où se trouve son tombeau, ville de pèlerinage pour les chiïtes.
- <sup>xix</sup> Appelé aussi chiisme duodécimain.
- <sup>xx</sup> Depuis la dynastie Safavide.
- <sup>xxi</sup> Débat le 05/04/07 à 19 h à Paris / Café Géopolitique, animé par Pierre-Jean Luizard (CNRS) et Bernard Hourcade (CNRS).
- <sup>xxii</sup> [http://www.alternatives-economiques.fr/pics\\_bdd/article\\_options\\_visuel/F610014B.GIF](http://www.alternatives-economiques.fr/pics_bdd/article_options_visuel/F610014B.GIF)
- <sup>xxiii</sup> Carte, *Le Nouvel Observateur*, 25 Mars 2003  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/cartes/ressources-petrole-hydrocarbures/c001157-1-irak-en-2009>  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/cartes/religions/c000861-irak-repartition-ethno-religieuse-en-2005>  
<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/cartes/ressources-petrole-hydrocarbures/c000963-petrole-et-gaz-au-moyen-orient>
- <sup>xxiv</sup> Cette guerre a démarré à la suite de l'enlèvement par le Hezbollah de 2 soldats israéliens sur la ligne bleue délimitée par les forces de l'ONU.
- <sup>xxv</sup> Expression utilisée par Laurence Loüer
- <sup>xxvi</sup> Lequel réseau portera le nom générique de Hezbollah.
- <sup>xxvii</sup> Laurence Louër, *Chiisme et politique au Moyen-Orient, Iran, Irak, Liban, monarchies du Golfe*, Autrement, 2008.
- <sup>xxviii</sup> Bien que le Hezbollah et Amal fassent partie de la même coalition politique, « L'alliance du 8 Mars » et se retrouvent ensemble au gouvernement actuel.
- <sup>xxix</sup> Cette expression renvoie à l'idée qui non seulement le pays ne respecte pas les lois internationales les plus essentielles, mais qu'aussi il organise ou soutient le terrorisme et viole systématiquement les droits élémentaires de l'Homme.  
 Ce concept est né sous la présidence de Ronald Reagan et une liste d'États voyous a été publiée le 16 septembre 2001
- <sup>xxx</sup> <https://www.csis.gc.ca/pblctns/cmmntr/cm90-fra.asp>
- <sup>xxxi</sup> Un dissident iranien, Alireza Jafarzadeh, annonce le 14 Août 2002 l'existence de 2 sites nucléaires à Natanz et Arak.
- <sup>xxxii</sup> *Le Monde*, AFP, le 22 Février 2012
- <sup>xxxiii</sup> Ville où se trouve le plus grand séminaire religieux du chiisme duodécimain
- <sup>xxxiv</sup> Une de villes les plus saintes du chiisme où se trouve le tombeau du 8<sup>ème</sup> Imam, l'Imam Reza
- <sup>xxxv</sup> Doctrine mystique qui consiste à suivre un cheminement spirituel en quête de Dieu
- <sup>xxxvi</sup> *Al-Muqawama al-Islamiyya, Résistance islamique*
- <sup>xxxvii</sup> Les conservateurs de la jurisprudence.
- <sup>xxxviii</sup> Parmi lesquels figurent des députés de « l'Alliance du 14 Mars »

---

<sup>xxxix</sup> Le Rapport de serge Brammertz (chef de la Commission d'enquête internationale indépendante) portait sur l'assassinat de Rafik Hariri.

<sup>xl</sup> <http://mplbelgique.wordpress.com/2007/11/22/le-document-d%E2%80%99entente-mutuelle-entre-le-hezbollah-et-le-courant-patriotique-libre/>

<sup>xli</sup> Gouvernement formé le 13 Juin 2011 avec à sa tête Najib Mikati

<sup>xlii</sup> L'Alliance du 8 Mars est composée entre autres du parti Amal, du Hezbollah, du Courant patriotique libre, du PCL, du PSNS, du Parti socialiste arabe Baas, du Parti socialiste progressiste...

<sup>xliii</sup> [http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/michel-colomes/pourquoi-poutine-ne-veut-pas-lacher-assad-07-02-2012-1428406\\_55.php?xtor=EPR-6-\[Newsletter-Quotidienne\]-20120208](http://www.lepoint.fr/chroniqueurs-du-point/michel-colomes/pourquoi-poutine-ne-veut-pas-lacher-assad-07-02-2012-1428406_55.php?xtor=EPR-6-[Newsletter-Quotidienne]-20120208)

<sup>xliv</sup> Rémy Leveau, Frédéric Charillon (dir), *Monarchies du Golfe*, La Documentation française, 2005

<sup>xlv</sup> J.Peterson, « *Bahrain : the 1994-1999 uprising* », Arabian Peninsula Background Notes, APBN-002, Janvier 2004

<sup>xlvi</sup> Frère de l'ancien Émir Cheikh Isa et oncle de l'actuel roi

<sup>xlvii</sup> 10 Mars 2011 = Les forces de sécurité saoudiennes sont envoyées en renfort et ouvrent le feu sur des manifestants chiites de la région de Qatif en Arabie Saoudite

<sup>xlviii</sup> *L'Orient, le Jour*, le 13 Février 2012

<sup>xlix</sup> Gilles Paris, « Accalmie dans le nord du Yémen entre l'armée et la rébellion houthiste », *Le Monde* daté du 19 février 2010

<sup>1</sup> Ce dernier avait été blessé au cours d'un attentat le 3 Juin 2011. Il avait alors quitté le pays pour recevoir des soins en Arabie Saoudite. Ce départ n'était que temporaire. Il quittera définitivement Bahreïn qu'en Janvier 2012 pour se rendre aux Etats-Unis.

***Carole ANDRE-DESSORNES***